

Association
UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES DE LA SEINE MARITIME

6 RUE LE VERRIER

76130 MONT-SAINT-AIGNAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SIREN 781123815

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA SEINE MARITIME,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA SEINE MARITIME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, il y a lieu de souligner les informations suivantes figurant dans l'annexe qui précisent :

1° Que les autorités administratives de tarification disposent du pouvoir de corriger, tout ou partie, de la part du résultat comptable provenant de la gestion conventionnée et qu'en conséquence (annexe A/1 page 1) :

- Les résultats conventionnés de l'exercice 2023 sont susceptibles d'être corrigés (annexe A/1 page 1).
- L'affectation du résultat de l'exercice 2023 décidée par votre assemblée générale du 13 juin 2024 mentionnée au paragraphe B/2 page 3, reste au 31 décembre 2024 en attente d'une affectation définitive, les montants respectivement créditeurs de 103 428.15 € et 24 158.20 € restant à cette date sous contrôle des tiers financeurs.
- L'affectation du résultat de l'exercice 2022 par l'autorité de tarification intervenue courant 2024 est décrite aux paragraphes A1 et B5.

2° Que la subvention, non versée à ce jour, correspondant au « SEGUR pour tous » 2024 a fait l'objet d'un produit à recevoir suite à la recommandation des financeurs pour les MJAGBF et MJPM. (annexe B/9 page 18)

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité

de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bois-Guillaume, le 25 juin 2025

TALENZ ALTEIS AUDIT ROUEN



Richard PETIT
Commissaire aux Comptes
Associé

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	9 982.40	9 982.40		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	27 225.40	27 225.40		778.90
Autres immobilisations incorporelles	96 648.57	76 603.00	20 045.57	3 459.85
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	13 965.88	6 199.48	7 766.40	9 162.99
Constructions	3 758 640.87	3 014 485.95	744 154.92	804 060.10
Installations techniques, matériel et outillage industriels	124 154.17	115 643.77	8 510.40	2 251.58
Autres immobilisations corporelles	431 882.59	348 553.09	83 329.50	60 955.55
Immobilisations reçues en affectation				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations et Créances rattachées à des participations	4 277.50		4 277.50	4 262.25
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 356.87		5 356.87	2 356.87
Total 1	4 472 134.25	3 598 693.09	873 441.16	887 288.09
Comptes de liaison (2)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 678.51		6 678.51	48 935.81
Créances :				
Créances redevables clients, usagers et comptes rattachés	338 992.20	15 998.60	322 993.60	126 585.83
Autres créances	333 344.60		333 344.60	42 819.26
Valeurs mobilières de placement :				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 072 174.25		3 072 174.25	3 418 498.54
Charges constatées d'avance	43 256.97		43 256.97	39 323.09
Créances reçues par legs et donations				
Total 3	3 794 446.53	15 998.60	3 778 447.93	3 676 162.53
Frais d'émission des emprunts (4)				
Primes de remboursement des emprunts (5)				
Ecart de conversion actif (6)				
Total général (1+2+3+4+5+6)	8 266 580.78	3 614 691.69	4 651 889.09	4 563 450.62

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	636 483.44	636 483.44
Fonds propres avec droit de reprise :		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves :		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Réserves sous gestion contrôlée	1 048 281.31	674 992.61
Autres	21 341.06	21 341.06
Ecart d'équivalence		
Report à nouveau :		
Report à nouveau sous gestion non contrôlée	-22 832.26	-77 501.51
Report à nouveau sous gestion contrôlée	-364 249.79	-118 547.44
Excédent ou déficit de l'exercice	-14 977.39	182 255.60
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées :		
Couverture du besoin en fonds de roulement		
Provisions réglementées relatives aux immobilisations	849 199.97	863 780.09
Provisions réglementées relatives aux stocks		
Réserves des plus-values nettes d'actif	87 704.29	87 704.29
Autres provisions réglementées		
Total 1	2 240 950.63	2 270 508.14
Comptes de liaison (2)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	250 487.07	215 970.87
Total 3	250 487.07	215 970.87
PROVISIONS		
Provisions pour risques	64 393.20	118 884.03
Provisions pour charges	250 255.38	208 404.71
Total 4	314 648.58	327 288.74
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	333 343.53	393 873.24
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	216 141.76	216 549.31
Dettes des legs ou donations		
Dettes sociales et fiscales	1 219 365.12	1 070 086.36
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	76 952.40	69 173.96
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total 5	1 845 802.81	1 749 682.87
Ecarts de conversion passif (6)		
Total général (1+2+3+4+5+6)	4 651 889.09	4 563 450.62

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations		1 567.80	1 445.20
Ventes de marchandises			20.00
Ventes de Biens et Services			
Ventes de Biens			
Montant net du chiffre d'affaires		1 567.80	1 465.20
dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service		164 088.97	107 752.96
dont parrainages			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		9 312 483.22	8 513 159.22
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurance-vie			
Contributions financières			
Production stockée			
Production immobilisée			
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		98 981.57	193 974.05
Autres produits		26 030.71	9 447.44
Utilisation des fonds dédiés		167 622.14	112 775.06
Total 1		9 770 774.41	8 938 573.93
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variations de stocks de marchandises			
Achats de matières premières et fournitures			
Variation de stock de matières premières et fournitures			
Achats d'autres approvisionnements		22 522.54	20 825.89
Variation de stock d'approvisionnements			
Autres achats et charges externes		1 450 708.92	1 203 022.67
Aides financières		23 380.03	21 877.16
Impôts, taxes et versements assimilés		683 239.26	619 526.91
Salaires et traitements		5 030 687.09	4 575 711.84
Charges sociales		2 092 211.91	1 844 103.15
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		214 848.46	196 848.92
Dotations aux provisions		74 980.01	170 046.17
Reports en fonds dédiés		202 138.34	112 245.88
Autres charges		9 168.70	7 781.43
Total 2		9 803 885.26	8 771 990.02
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		-33 110.85	166 583.91
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participation			
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		11 931.93	4 838.72
Autres intérêts et produits assimilés		1 109.76	902.67
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total 5		13 041.69	5 741.39
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées		9 343.64	10 913.37
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement			
Total 6		9 343.64	10 913.37
2. RESULTAT FINANCIER (5-6)		3 698.05	-5 171.98
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1-2+3-4+5-6)			

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opération de gestion			
Produits exceptionnels sur opération de capital			
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		14 580.12	22 230.67
Total 7		14 580.12	22 230.67
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		144.71	1 387.00
Charges exceptionnelles sur opération de capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
Total 8		144.71	1 387.00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)		14 435.41	20 843.67
Participation des salariés aux résultats (9)			
Impôts sur les bénéfices (10)			
PRODUITS CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		72 277.92	75 713.06
Total A		72 277.92	75 713.06
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		72 277.92	75 713.06
Total B		72 277.92	75 713.06
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7+11)		9 798 396.22	8 966 545.99
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9+10+12)		9 813 373.61	8 784 290.39
EXCEDENT OU DEFICIT		-14 977.39	182 255.60

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

A - Principes, règles et méthodes comptables :

A/1- Les comptes annuels sont établis et présentés conformément :

- ✓ Aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 et du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.
- ✓ Sont abrogées par l'ANC 2018-06, toutes les dispositions des précédents règlements, du CRC 99-01 et 99-03 du 29 avril 1999, du comité de réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations
- ✓ Aux adaptations et spécificités du secteur médico-social, par l'application du plan comptable des établissements du secteur médico-social norme M22 privé, ainsi que des textes ANC 2019-04 et ANC 2020-08.
- ✓ Arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles
- ✓ Aux principes comptables de base.

Les autorités administratives de tarification disposent du pouvoir de corriger, tout ou partie, la part sur gestion conventionnée du résultat comptable. Cette correction par nos financeurs prend la forme d'une affectation de résultat spécifique, propre à la norme comptable M22 du secteur médico-social. Les affectations de l'exercice 2023 ou leurs mises en instance par l'autorité tarificatrice, vous sont présentées au paragraphe B/2. Le résultat déficitaire de 2024 de - 14 977,39 € et celui excédentaire de + 182 255,60 € de 2023, sous contrôle de tiers financeurs demeurent donc en instance d'affectation définitive. De même, la part des résultats sur gestion conventionnée de l'exercice 2024 sera soumise à l'examen de l'autorité administrative de tarification. Dans l'attente de ces décisions, les résultats conventionnés sont susceptibles d'être corrigés.

L'autorité de tarification a procédé en 2024 à l'affectation des résultats comptables MJAGBF et MJPM de l'exercice 2022, qui vous est présenté en page 4 et 5 du paragraphe B/2 pour obtenir les résultats administratifs retenus pour ces deux services.

Suite à la décision de l'autorité de tarification d'affectation du résultat de l'exercice 2022, nous obtenons :

- Un 1^{er} reclassement pour le service MJPM, en page 8 et 9, en compte 1068522 « Excédents et réserves affectés à l'investissement » par la contrepartie du compte 115 report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs, et un autre reclassement pour le service MJAGBF en page 9 en compte 1068562 « Compensation des déficits d'exploitation » par la contrepartie également du compte 115.
- Un reclassement pour les services MJAGBF et MJPM, en page 9, en compte 11592200 « Dépenses non opposable aux tiers financeurs sur congés à payer » par la contrepartie du compte 115 report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs.

B - Note sur le bilan et sur le compte de résultat :

B/1 – COMPTES DE LIAISON

L'association UDAF comprend QUATRE services :

• Le service INSTITUTION (appelé également « CONSOLIDE INSTITUTION ») réunit les activités suivantes :

- ✓ INSTITUTION
(Dont la part 1 et 2 du fond spécial, la médaille de la famille Française, Famille gouvernante Canteleu, Famille gouvernante MSA, Famille gouvernante Eu, AEB, mandat ad hoc mineur, enquête sociale, Mandat de protection future, intervention sur la laïcité, VIF Violence Intrafamiliale, logement intergénérationnel)
- ✓ Dont sur la part 2 institutionnelle, la PARENTALITE (COG) créé en 2024
- ✓ ASLL (accompagnement social lié au logement) créé en 2002
- ✓ AVDL (accompagnement vers et dans le logement) créé en 2017 (fini sur 2022)
- ✓ ACTION LOGEMENT créé en 2019
- ✓ ISTF (Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux), le sigle est modifié sur 2018, anciennement appelé ATF créé en 2002
- ✓ PRP (plan de redressement personnel – loi Borloo) créé en 2004
- ✓ MC – (micro crédit) créé en 2008
- ✓ MO (mobilité MOB'ACTION) créé en 2016 (fini sur 2022 et solde sur 2023) pour le FSE (action sur la mobilité financée en partie par des fonds sociaux européens)
- ✓ MF (médiation familiale) créé en 2010
- ✓ PCB (Points conseil budget) créé en 2020, l'activité a démarrée sur 2021.
- ✓ PCB EXPERIMENTATION (dédiés aux grands comptes Energie, bailleurs sociaux) créé fin 2022
- ✓ AVP (Aide à la Vie Partagée) créé en 2022 pour 3 dispositifs

- Le service MJAGBF (mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial)
- Le service MJPM (protection juridique des majeurs = tutelles, curatelles d'état et la MAJ)
- Le service MASP (mesure d'accompagnement sociale personnalisée) ouvert au 01/10/2009.

Conformément à l'article R314-82 du CASF, l'association gestionnaire UDAF 76 qui a en charge la gestion d'entités budgétaires distinctes dont certaines du secteur médico-social, doit faire apparaître les coûts interservices par l'intermédiaire de comptes de liaison. Le service institution étant le service gestionnaire, le tableau ci-dessous présente au 31/12/2024 la synthèse de ces enregistrements dans les comptes de liaison.

**PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

MOUVEMENTS DES COMPTES DE LIAISON ENTRE UN ETABLISSEMENT ET LES AUTRES ENTITES BUDGETAIRES ET COMPTABLES DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE DE DROIT PRIVE								
Etablissements/ Services concernés	ACTIF DU BILAN DE L'ETABLISSEMENT (détails du compte 18)				PASSIF DU BILAN DE L'ETABLISSEMENT (détails du compte 18)			
	Trésorerie		TOTAL à l'actif de l'établissement		Trésorerie		TOTAL au passif de l'établissement	
	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N
INSTITUTION / Services					1 396 785,46	1 090 996,78	1 396 785,46	1 090 996,78
MJAGBF / INSTITUTION	619 806,49	710 953,29	619 806,49	710 953,29				
MJPM / INSTITUTION	783 933,78	440 441,24	783 933,78	440 441,24				
ASLL / INSTITUTION					74 548,98	84 990,20	74 548,98	84 990,20
AVDL / INSTITUTION	8 391,66		8 391,66					
ACTION LOGT/INSTITUTION	23 102,75	33 389,42	23 102,75	33 389,42				
ISTF / INSTITUTION	35 655,05	33 282,80	35 655,05	33 282,80				
PRP / INSTITUTION	143 139,43	145 670,44	143 139,43	145 670,44				
MC / INSTITUTION					70 558,85	70 822,48	70 558,85	70 822,48
MO / INSTITUTION					26 944,48	0	26 944,48	0
MF / INSTITUTION					143 176,54	159 032,84	143 176,54	159 032,84
MASP / INSTITUTION					131 230,04	149 050,23	131 230,04	149 050,23
PCB / INSTITUTION	106 647,26	80 971,71	106 647,26	80 971,71				
PCB EXPERIMENTAT° / INSTITUTION	69 457,77	70 428,37	69 457,77	70 428,37				
AVP / INSTITUTION	53 110,16	39 755,26	53 110,16	39 755,26				
TOTAL	1 843 244,35	1 554 892,53	1 843 244,35	1 554 892,53	1 843 244,35	1 554 892,53	1 843 244,35	1 554 892,53

**B/2 – AFFECTATION OU MISE EN INSTANCE 2024 DES RESULTATS 2023,
COMPOSITION DES RESULTATS 2024, ET AFFECTATION DEFINITIVE 2022 DES
SERVICES CONVENTIONNES MJAGBF ET MJPM**

Affectation ou mise en instance du résultat 2023 sur 2024

	DEBIT	CREDIT
AFFECTATION DU RESULTAT COMPTABLE 2023 GLOBAL UDAF (A) - (B) + (C) - (D)		182 255,60
INSTITUTION Compte 110 RAN créditeur (excédent de 16 950,50)		16 950,50
AVDL Compte 110 RAN créditeur		
ACTION LOGEMENT Compte 119 RAN débiteur- non repris (insuffisance de 20 787,93)	20 787,93	
PRP Compte 110 RAN créditeur (excédent de 2 509,29)		2 509,29
Mobilité – Mob'Action Compte 110 RAN créditeur (excédent de 119 171,39)		119 171,39
MC Compte 110 RAN créditeur (excédent de 193,46)		193,46
ASLL Compte 119 RAN débiteur- non repris (insuffisance de 25 639,95)	25 639,95	
ISTF Compte 119 RAN débiteur- non repris		
MF Compte 119 RAN débiteur- non repris (insuffisance de 9 165,30)	9 165,30	
MASP Compte 119 RAN débiteur- non repris (insuffisance de 8 124,27)	8 124,27	
PCB Compte 119 RAN débiteur- non repris (insuffisance de 16 402,11)	16 402,11	0
PCB EXPERIMENTATION Compte 110 RAN créditeur (excédent de 20,46)		20,46
AVP 3 dispositifs Compte 119 RAN débiteur- non repris (insuffisance de 4 056,29)	4 056,29	0
MJAGBF Compte 11501 RAN créditeur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs (excédent de 103 428,15)		103 428,15
MJPM Compte 11501 RAN créditeur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs (excédent de 24 158,20)		24 158,20
Total Compte 110 RAN créditeur (A)		138 845,10
Total Compte 119 RAN débiteur- non repris (B)	84 175,85	
Total Compte 11501 RAN créditeur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs (C)		127 586,35
Total Compte 115902 RAN débiteur – Résultat sous contrôle de tiers financeurs (D)	0	

**PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Composition des résultats 2024

	INSUFFISANCE	EXCEDENT
RESULTAT COMPTABLE 2024 GLOBAL UDAF (A)	-14 977,39	
+ (B)		
- dont part du résultat sur gestion libre		
INSTITUTION		15 002,10
ASLL	-104,25	
ACTION LOGEMENT		28 670,59
PRP		2 527,37
MC	-5 254,52	
Mobilité – Mob'Action		
MF		924,10
ISTF	-608,12	
MASP	-32 951,11	
PCB	-26 817,79	
PCB EXPERIMENTATION	-11 105,58	
AVP 3 dispositifs	-492,05	
TOTAL résultats sur gestion libre (A)	-30 209,26	
-dont part du résultat sur gestion conventionnée		
MJAGBF		69 082,21
MJPM	-53 850,34	
TOTAL résultats sur gestion conventionnée (B)		15 231,87

Affectation définitive 2022 des services conventionnés MJAGBF et MJPM

MJAGBF

Détermination du résultat à affecter		Réalisé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable (négatif=déficit et positif=excédent)		75 378,52	75 378,52
Report à nouveau des résultats des exercices antérieurs			
Résultat à affecter	Excédent	75 378,52	75 378,52
	Déficit		
Affectation du résultat		Demandé	Retenu par l'autorité de tarification
Réserves	1068522 - Excédents affectés à l'investissement (créditeur en +)	71 824,18	
	1068552 - Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)		
	1068562 - Compensation des déficits d'exploitation (Dotation)		71 824,18
	1068572 - Compensation des charges d'amortissement		
Report à nouveau	11502 - Excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation		
	11503 - Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation		
	115902 - Report à nouveau déficitaire		
	Mouvements des comptes 115921 : Amortissements comptables excédentaires différés		
	Mouvements des comptes 115922 : dépenses non opposables aux tiers financeurs - Dépenses pour congés payés (créditeur en +)	8 069,82	8 069,82
	Mouvements des comptes 115923 : Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° article R 314-45	-4 515,48	-4 515,48
Dépenses refusées art R.314-52 du CASF	115912 ou 1195 - Report à nouveau déficitaire		

Commentaires : le résultat comptable 2022 du service MJAGBF a été accepté par nos financeurs, et n'a pas fait l'objet de refus. Cette décision est devenue définitive après l'arrêté des comptes 2022, en date du 30/07/2024. Le résultat comptable de 2022 n'est donc pas corrigé. L'autorité de tarification a affecté le résultat administratif en « Compensation des déficits d'exploitation pour N+2 », soit pour l'année 2024.

[MJPM](#)

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Détermination du résultat à affecter		Réalisé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable (négatif=déficit et positif=excédent)		234 081,65	234 081,65
Report à nouveau des résultats des exercices antérieurs			0,00
Résultat à affecter	Excédent	234 081,65	234 081,65
	Déficit		
Affectation du résultat		Demandé	Retenu par l'autorité de tarification
Réserves	1068522 - Excédents affectés à l'investissement (créditeur en +)	301 464,52	301 464,52
	1068552 - Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)		
	1068562 - Compensation des déficits d'exploitation (Dotation)		
	1068572 - Compensation des charges d'amortissement		
Report à nouveau	11502 - Excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation		
	11503 - Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation		
	115902 - Report à nouveau déficitaire		
	Mouvements des comptes 115921 : Amortissements comptables excédentaires différés		
	Mouvements des comptes 115922 : dépenses non opposables aux tiers financeurs - Dépenses pour congés payés (débitaire en -)	- 46 605,81	- 46 605,81
	Mouvements des comptes 115923 : Autres droits acquis par les salariés non provisionnés en application du 3° article R 314-45	20 777,06	20 777,06
Dépenses refusées art R.314-52 du CASF	115912 ou 1195 - Report à nouveau déficitaire		

Commentaires : le résultat comptable 2022 du service MJPM a été accepté par nos financeurs, et n'a pas fait l'objet de refus. Cette décision est devenue définitive après l'arrêté des comptes 2022, en date du 30/07/2024. Le résultat comptable de 2022 n'est donc pas corrigé. L'autorité de tarification a affecté le résultat administratif en «Excédents affectés à l'investissement pour N+2 », soit pour l'année 2024.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à clôture de l'exercice
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
2013 Frais d'Evaluation	9 982,40			9 982,40
205 Concessions et droits	27 225,40			27 225,40
208 Logiciels	69 774,57	19 931,76		89 706,33
2083 Création film	6 942,24			6 942,24
<u>Immo. Incorporelles en cours</u>				
237 av&acp.immo.incorp.en cours				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
21255 Agenct Terrains bâtis	13 965,88			13 965,88
2131 Constructions	2 510 100,00			2 510 100,00
2135 Agencements construction	1 158 995,85	89 545,02		1 248 540,87
2154 Matériels et outillages	116 856,87	7 297,30		124 154,17
21831 Matériels de bureau	3 946,80			3 946,80
21832 Matériels informatiques	294 924,67	58 610,80		353 535,47
2184 Mobiliers de bureau	64 308,92	10 091,40		74 400,32
<u>Immo. corporelles en cours</u>				
2388 av&acp.immo.corp. en cours				
<u>Immobilisations financières</u>				
261 participations et créances ratt.	762,25	15,25		777,50
2661 autres participations	3 500,00			3 500,00
273 Titres immobilisés				
2751 Garantie de dépôts	1 748,87			1 748,87
27551 CAUTION : droit entrée	119,00			119,00
275512 CAUTION : diverses	489,00	3 000,00		3 489,00
TOTAL				
	4 283 642,72	188 491,53		4 472 134,25

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Développement de la colonne B (augmentations)

	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
2013 Frais d'Evaluation					
205 Concessions et droits					
208 Logiciels			19 931.76		
2083 Création film					
<u>Immobilisations corporelles</u>					
21255 Agencet Terrains bâtis					
2131 Constructions					
2135 Agencements construction			89 545,02		
2154 Matériels et outillages			7 297.30		
21831 Matériels de bureau					
21832 matériels informatiques			58 610.80		
2184 mobiliers de bureau			10 091,40		
<u>Immo. corporelles en cours</u>					
2388 av&acp.immo.corp. en cours					
<u>Immobilisations financières</u>					
261Participations et créances ratt.			15,25		
2751 Garantie de dépôts					
27551 CAUTION : droit entrée					
275512 CAUTION : diverses			3 000,00		
TOTAL			188 491,53		

Développement de la colonne C (diminutions)

	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cession	Rembour- sement	Mise hors service
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
208 Logiciels					
2083 Création film					
<u>Immo. Incorporelles en cours</u>					
237 av&acp.immo.inc. en cours					
<u>Immobilisations corporelles</u>					
2135 Agencements construction					
21831 Matériels de bureau					
21832 matériels informatiques					
2184 Mobiliers de bureau					
<u>Immo. corporelles en cours</u>					
2388 av&acp.immo.corp. en cours					
<u>Immobilisations financières</u>					
273 Titres immobilisés					
2751 Garantie de dépôts					
27551 CAUTION : droit entrée					
275512 CAUTION : diverses					
TOTAL					

B/4 – ETAT DES AMORTISSEMENTS

Il est fait application des taux d'amortissements suivants, selon la nature des biens :

Nature de biens	Mode d'amortissement	Durée moyenne	Particularités
Constructions	Linéaire	20 ans	Immeuble de Mont St Aignan et de Dieppe
Agencements Construction	Linéaire	5 ans à 20 ans	Selon la nature de l'agencement
Agencements Terrains bâtis	Linéaire	5 ans à 20 ans	Selon la nature de l'agencement
Matériels et outillages	Linéaire	5 ans à 15 ans	Selon la nature du matériel
Matériels informatiques	Linéaire	De 2 à 5 ans	Selon la nature du matériel
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans à 15 ans	Selon la nature du matériel
Mobilier	Linéaire	5 à 15 ans	Selon la nature du mobilier
Logiciels	Linéaire	2 à 5 ans	Selon la nature du logiciel
Frais d'établissement	Linéaire	5 ans	Selon la nature de l'acquisition
Concessions et droit	Linéaire	2 à 15 ans	Selon la nature de l'acquisition

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS D'AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
28013 Frais d'Evaluation	9 982,40			9 982,40
2805 Concessions et droit	26 446,50	778,90		27 225,40
2808 Logiciels	66 314,72	3 346,04		69 660,76
28083 Création film	6 942,24			6 942,24
Immobilisations corporelles				
281255 Agenct Terrains bâtis	4 802,89	1 396,59		6 199,48
28131 Constructions	1 796 397,20	125 505,00		1 921 902,20
28135 Agencements constructions	1 068 638,55	23 945,20		1 092 583,75
28154 Matériels et outillages	114 605,29	1 038,48		115 643,77
281831 Matériels de bureau	3 946,80			3 946,80
281832 Matériels informatiques	234 281,38	44 196,19		278 477,57
28184 Mobiliers de bureau	63 996,66	2 132,06		66 128,72
TOTAL	3 396 354,63	202 344,46		3 598 693,09

B/5 – EXCEDENTS ET RESERVES AFFECTES A L'INVESTISSEMENT, ETAT DES RESERVES DE COMPENSATION, DES DEPENSES NON OPPOSABLES AUX FINANCEURS, DES PROVISIONS, DES DEPRECIATIONS, ET DES FONDS DEDIES

TABLEAU DES EXCEDENTS ET RESERVES AFFECTES A L'INVESTISSEMENT

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
1068522 « Excédents et réserves affectés à l'investissement »	528 426,83	301 464,52		829 891,35
TOTAL	528 426,83	301 464,52		829 891,35

**PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION**

La réserve affectée à l'investissement enregistre la dotation liée à l'affectation des résultats comptables et des résultats administratifs de l'exercice 2022 du service MJPM pour 301 464,52 euros, décrit au paragraphe B/2 en page 4 et 5.

TABLEAU DES RESERVES DE COMPENSATIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
10685620 des déficits d'exploitation	146 565,78	71 824,18		218 389,96
TOTAL	146 565,78	71 824,18		218 389,96

La réserve de compensation enregistre la dotation liée à l'affectation des résultats comptables et des résultats administratifs de l'exercice 2022 du service MJAGBF pour 71 824,18 euros, décrit au paragraphe B/2 en page 4 et 5.

TABLEAU DES DEPENSES INOPPOSABLE AUX TIERS FINANCEURS :
- AUTRES DEPENSES REFUSEES R314-52
- DEPENSES POUR CONGES A PAYER

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DEBITEUR DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS MOUVEMENT DEBITEUR DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS MOUVEMENT CREDITEUR DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DEBITEUR DE L'EXERCICE
115912 Dép.autres refusées par les financeurs article R314-52	306,00			306,00
115928 Dép.inopposables aux financeurs	66 771,96			66 771,96
TOTAL	67 077,96			67 077,96

**TABLEAU DES DEPENSES POUR CONGES A PAYES
NON OPPOSABLES AUX TIERS FINANCEURS**

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DEBITEUR DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS MOUVEMENT DEBITEUR DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS MOUVEMENT CREDITEUR DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DEBITEUR DE L'EXERCICE
115922 Dép.non opposables.pour CP	210 575,74	46 605,81	8 069,82	249 111,73
TOTAL	210 575,74	46 605,81	8 069,82	249 111,73

Les mouvements de ce compte sont liés à l'affectation des résultats comptables et des résultats administratifs de l'exercice 2022, constitués d'une diminution pour le service MJAGBF de 8 069,82 € et d'une augmentation pour le service MJPM de 46 605,81 €, décrit au paragraphe B/2 en page 4 et 5.

Ces dépenses deviennent opposables en cas de fermeture totale ou partielle d'un établissement ou du service.

**PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES**

- **Nouveau compte 115912 (ancien n° 11412) :** il n'y a pas eu de mouvement sur cet exercice.

- **Nouveau compte 115928 et 115922 (ancien n° 1142 et 1162) :** Afin d'harmoniser les règles comptables des ESMS avec le plan comptable général, suivant l'avis du CNC du 4 mai 2007, les dépenses pour congés à payer peuvent être provisionnées en charges d'exploitation. Cette dépense constatée par une dette provisionnée pour congés à payer est inopposable à nos financeurs. Ce refus est formalisé par une écriture d'augmentation ou de diminution du résultat comptable après clôture, en contrepartie du compte 115922 dépenses non opposables pour congés à payer. La première année de cette mesure, l'avis du CNC du 4 mai 2007, prévoyait la comptabilisation dans le compte 1142 (dorénavant compte 115928) dépenses inopposables aux financeurs. Vous trouverez dans les deux tableaux ci-dessus le solde des comptes 115928 et 115922 au 31 décembre.

TABLEAU DES PROVISIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
<u>Provisions réglementées</u>				
141 destinées à la couverture du BFR				
142 pour renouvellement des immob.	863 780,09		14 580,12	849 199,97
145 Amortissements dérogatoires				
14861 réserves des PV nettes d'actif immo.				
14862 réserves des PV nettes d'actif circ.	87 704,29			87 704,29
TOTAL	951 484,38		14 580,12	936 904,26
<u>Provisions pour risques et charges</u>				
1511 Provisions pour litiges	118 884,03	10 129,33	64 620,16	64 393,20
1516 pour risques d'emploi				
1518 Autres provisions pour risques				
1531 pour retraite	208 404,71	64 850,68	23 000,01	250 255,38
1572 pour grosses réparations				
TOTAL	327 288,74	74 980,01	87 620,17	314 648,58

L'ancienne méthode de calcul : cette provision à ce jour de 560 170,17 € décrite dans le paragraphe ci-dessous « 2) Le contexte au sein de l'UDAF » en page 12, faisait l'objet d'une reprise linéaire de même montant depuis l'année 2013, pour un montant de reprise de 82928,30 €. Il était prévu une reprise étalée sur 17 ans, permettant de solder le montant de la provision de 1 409 781,15 € constituée en 2009 toujours selon les explications du paragraphe « 2) Le contexte au sein de l'UDAF » en page 12. Cette reprise devant soldée la provision pour l'exercice 2029 qui correspond à la fin du remboursement de l'emprunt BRED pour l'achat du siège de Mont Saint Aignan.

La nouvelle méthode de calcul : la reprise de provision est dorénavant en compensation exacte des charges d'amortissement et d'intérêts d'emprunt de la BRED pour l'achat du siège de Mont Saint Aignan. Ainsi cette opération est totalement neutre, et n'a aucun impact sur le résultat de l'exercice comptable. Il s'agit ici avec la nouvelle méthode, qu'il y n'est plus d'excédent de recettes constitué par la reprise de provision plus élevés que le montant des

charges devant être compensées. De plus, le reliquat de provision restera disponible pour des renouvellements d'investissements futurs en conformité avec l'objet de cette provision, et d'un projet d'un plan d'investissements en cours d'élaboration.

PARAPHE POUR LES BESOINS
D'IDENTIFICATION
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

✓ Provision pour renouvellement des immobilisations :

1) le contexte réglementaire

La norme comptable M 22 du secteur médico-social qui concerne les établissements et services du secteur privé, et qui s'applique à l'UDAF, autorise l'emploi de cette provision réglementée. Les mises à jour de l'instruction M22, par l'instruction DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007, prolongée par l'arrêté du 12 novembre 2008, ont autorisé la constitution de cette provision par la réalisation d'un résultat excédentaire, et pas uniquement suite à une dotation complémentaire de fonctionnement des financeurs. Effectivement, cette instruction a été initiée pour aménager l'instruction M22, dans le but de favoriser les projets d'investissements, tout en minorant l'impact sur les budgets de fonctionnement.

2) Le contexte au sein de l'UDAF

Le motif de constitution de cette provision, repose sur la neutralisation de produits exceptionnels distincts et affectés à des projets d'investissements différents. Le montant total figurant au bilan comptable de l'UDAF 76 à la clôture de l'exercice 2024 de 849 199,97 € est réparti comme suit :

- ✓ D'une part, le montant de 545 590,05 € correspondant à une partie de la provision pour renouvellement d'immobilisation qui a été constituée en 2009 par la plus value de la vente de l'immeuble de l'ancien siège de l'association sis 22 rue de l'hôpital à ROUEN. Ce montant partiel de la provision appartient à son service institution qui est également propriétaire du nouvel immeuble acquis en octobre 2009. Cette provision est consacrée à l'atténuation des charges d'amortissements, et d'intérêts qui ne pourront s'imputer à chaque exercice comptable sur les budgets des services, pour limiter les surcoûts de fonctionnement. Une reprise de provision a été comptabilisée pour 14 580,12 € sur cet exercice.
- ✓ D'autre part, le montant de 303 609,92 € correspondant à une partie de la provision pour renouvellement d'immobilisation qui a été dotée à la clôture de l'exercice 2019 pour 516 151,46 € et réduite de 212 541,54 € par l'autorité de tarification suite à l'examen du compte administratif MJPM 2019. Cette provision a été constituée à l'origine sur l'octroi d'un crédit URSSAF dont le détail est rappelé ci-dessous. Le montant de 303 609,92 € se réparti pour 180 660,35 € pour les MJPM et 122 949,57 € pour les MJAGBF.

Cette provision reste sous contrôle des autorités de tarification lors de l'examen des comptes administratifs MJAGBF et MJPM, même si elle a fait l'objet d'une acceptation dans le cadre du budget MJPM 2019. Elle peut donc être acceptée en tout ou partie sur l'un ou l'autre des deux services.

Rappel du contexte de cette provision :

produit exceptionnel sur le crédit URSSAF part MJAGBF	+ 149 938,00 €
produit exceptionnel sur le crédit URSSAF part MJPM	+ 479 515,00 €
Total Crédit URSSAF porté en produit exceptionnel (A)	+ 629 453,00 €
Charges d'honoraires pour l'obtention du crédit MJAGBF	-26 988,43 €
Charges d'honoraires pour l'obtention du crédit MJPM	-86 313,11 €
Total des charges d'honoraires pour l'obtention du crédit (B)	-113 301,54 €
Total dotation pour renouvellement d'immobilisation (A) - (B)	+ 516 151,46 €
Valeur au 31/12/2019 dont 122 949,57 MJAGBF et dont 393 201,89 MJPM	

Le produit exceptionnel sur le crédit URSSAF de 629 453,00 € et les charges d'honoraires de 113 301,54 € sont inscrits sur l'exercice 2019 et font référence aux valeurs et explications au 01/01/2019 ci-dessous :

L'UDAF a comptabilisé en 2019 une charge d'honoraires du cabinet d'Audit NEOPTIM pour 113301,54 €. Cette somme a été payée par l'UDAF pour une mission permettant d'obtenir l'application d'un dispositif d'allègement de charges sociales sur les rémunérations des DPF pour le service MJAGBF et mandataires (hors usagers en établissement) pour le service MJPM. Ces charges étant liées au crédit décrit à l'alinéa ci-dessous, et pouvant faire l'objet d'un remboursement par le cabinet NEOPTIM, elles ont été affectées en charge dès que le crédit URSSAF ci-dessous a été affecté en compte de produit du compte de résultat. Le produit a été passé sur l'exercice 2019.

- L'UDAF a comptabilisé une dette sociale envers l'URSSAF, du fait que l'association a bénéficié d'un crédit URSSAF par l'intervention du cabinet d'Audit NEOPTIM pour un montant de 629 453,00 €, et en a fait la déduction pour sa totalité sur l'exercice 2016. Cependant ce crédit qui représente l'allègement de charges sociales issu des exercices 2013 et 2014, a fait l'objet d'une inscription en dette sociale en vertu du principe de prudence comptable, du fait de l'incertitude juridique qui pesé alors, sur le délai de prescription de ces sommes, l'URSSAF ne s'étant pas engagé sur leur délai de prescription. La dette est considérée comme éteinte, et n'est plus inscrite en dette depuis l'exercice 2019.

✓ Provisions pour litiges :

l'UDAF 76 est défendeur dans le cadre de 2 procédures prud'homales pour 2 litiges salariaux, dont les valeurs ont été provisionnées au 31/12/2024 :

- 1er litige déjà existant avant 2024 : Ce litige salarial était existant au 31/12/2022, et perdue sur l'exercice 2024, n'ayant pas fait l'objet d'une décision de justice au 31/12/2024. L'audience de plaidoirie a eu lieu le 1er avril 2025, et l'UDAF 76 est en attente de la décision. L'affaire a été placée en délibéré au 17 juin 2025, et en cas de décision défavorable, l'UDAF 76 aura 1 mois pour interjeter appel à partir de la date de réception de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception. La demande en condamnation formulée par le salarié est fixée selon les termes suivants :

- ✓ Réparation du préjudice subi et à titre subsidiaire 31 763,87 €
- ✓ A titre de dommages et intérêts 20 000,00 €
- ✓ Au titre de l'article 700 du code de procédure civile à 2 500,00 €
- ✓ Condamner L'UDAF 76 aux entiers dépens

Pour un total de 54 263,87 € provisionné au 31/12/2024.

- 2ème litige : ce litige est survenu suite au terme du contrat à durée déterminée d'un salarié au 31/12/2023, que celui-ci conteste sur 2024 pour une demande en requalification en contrat de travail à durée indéterminée. Ce qui implique du fait de la requalification de CDD en CDI, le versement d'une indemnité de préavis, et d'une indemnité de licenciement ce qui produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse, et la demande d'octroi de dommages et intérêts du fait du licenciement sans cause réelle et sérieuse.

La demande en condamnation formulée par le salarié est fixée selon les termes suivants :

- ✓ Indemnité compensatrice de préavis : 2 396,85 €
- ✓ Indemnité compensatrice de congés payés sur le préavis : 239,68 €
- ✓ Dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse : 4 793,70 €
- ✓ Au titre d'indemnité de licenciement : 699,10 €
- ✓ Au titre de l'article 700 du code de procédure civile à 2 000,00 €

Pour un total de 10 129,33 € provisionné au 31/12/2024.

Ce litige salarial a fait l'objet d'une requête devant le conseil des prud'hommes le 30/12/2024 directement au bureau de jugement par la partie adverse. Aucune décision n'est intervenue dans la période de réalisation d'arrêté des comptes 2024.

✓ Autres provisions pour risques :

Cette provision est nulle au 31/12/2024.

✓ Provision pour indemnités de départ à la retraite :

Les salariés bénéficient au moment de leur départ à la retraite d'une indemnité fixée par l'article 18 de la convention collective. L'engagement enregistré en comptabilité au 31/12/2024 s'élève à : 250 255,38 €. Conformément aux conclusions de la commission du 20/07/1997 de la DDASS, la provision ne concerne que les salariés ayant atteint l'âge de 50 ans au 31/12/2024.

On remarquera que l'engagement total de l'association, déterminé nominativement en fonction des paramètres suivants :

- ✓ l'âge du salarié à la date de clôture
- ✓ sa probabilité d'atteindre l'âge de 65 ans dans l'entreprise
- ✓ l'ancienneté acquise à la date de la clôture
- ✓ l'indemnité conventionnelle à l'âge de 65 ans
- ✓ Une actualisation nette des revalorisations de salaires de 2 %

S'élève à 684 041,75 € au 31/12/2024. En conséquence le montant non provisionné au 31/12/2024 est de :

	Total provisionné en retraite au 31/12/24	Total engagement article 18	Différence non provisionnée
UDAF 76	250 255,38	684 041,75	- 433 786,37

TABLEAUX DES DETTES PROVISIONNEES SUR CONGES A PAYER

✓ Dettes Provisionnées pour congés à payer

SERVICE	Total provision antérieure	Réduction sur l'année	Complément sur l'année	Total engagement CP 31/12/24
MJAGBF	38 516,67		11 250,22	49 766,89
MJPM	372 816,45		41 202,52	414 018,97
INSTITUTION	12 828,44		854,31	13 682,75
ASLL	6 676,74		1 948,75	8 625,49
AVDL				
ACTION LOGT	1 914,89	1 914,89		
ISTF	3 167,85	375,88		2 791,97
PRP				
MC	636,27		107,38	743,65
MO-Mobilité				
MF	5 748,84		1 770,69	7 519,53
MASP	16 364,88		2 731,59	19 096,47
PCB	6 818,32	782,75		6 035,57
PCB EXPERIM.	1 405,55		310,87	1 716,42
AVP 3 dispositifs	5 492,27		1 339,43	6 831,70
TOTAUX	472 387,17	3 073,52	61 515,76	530 829,41

✓ Charges sociales et fiscales provisionnées sur congés à payer.

SERVICE	Total provision antérieure	Réduction sur l'année	Complément sur l'année	Total engagement CP 31/12/23
MJAGBF	20 435,57		8 173,48	28 609,05
MJPM	188 435,53		29 522,22	217 957,75
INSTITUTION	6 600,81		1 248,09	7 848,90
ASLL	3 615,01		936,55	4 551,56
AVDL				
ACTION LOGT	1 090,20	1 090,20		
ISTF	1 410,77		211,28	1 622,05
PRP				
MC	332,64		110,95	443,59
MO - Mobilité				
MF	2 712,29		1 709,52	4 421,81
MASP	9 043,81		1 749,34	10 793,15
PCB	3 690,30	396,76		3 293,54
PCB EXPERIM.	705,61		327,08	1 032,69
AVP 3 dispositifs	3 631,43		294,22	3 925,65
TOTAUX	241 703,97	1 486,96	44 282,73	284 499,74

TABLEAU DES DEPRECIATIONS

Situation et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
Dépréciations				
49 des comptes de tiers (client)	14 850,00	12 510,00	11 361,40	15 998,60
TOTAL	14 850,00	12 510,00	11 361,40	15 998,60

Cette provision de 12 510 € est constituée dans le cadre de l'action AVP (aide à la vie partagée) dont la totalité de la subvention pourrait ne pas être versée du fait d'un taux de remplissage inférieur à notre conventionnement.

La reprise de cette provision correspond à la part provisionnée de ou des exercices antérieurs, une fois que nous connaissons le versement définitif de notre subvention antérieure d'AVP sur l'exercice en cours.

TABEAU DES FONDS DEDIES

Situation et mouvements	NATURE Origine de constitution	A	B	C	D
		MONTANTS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISE DE L'EXERCICE	MONTANTS A LA FIN DE L'EXERCICE
Rubriques					
Fonds dédiés 194 sur subventions de fonctionnement		215 970,87	202 138,34	167 622,14	250 487,07
Détail par services :					
INSTITUTION	Action : laïcité (sur 2024 report 2025)	2 050,51	872,00	1 614,51	1 308,00
INSTITUTION	Action : parentalité (sur COG 2024 report 2025) Subv CPAM parentalité 2024 : 40.000euros Report 4 parcours x 8000 euros sur 2025		726,34 32 000,00		726,34 32 000,00
INSTITUTION Part 2 PCB (inclus en co- financement de la part 2 - Action 9 INSTITUTION)	Accompagnement budgétaire (partie non consommée de la part 2, COG financement UNAF/ETAT)	3 929,33		3 340,36	588,97
PCB (inclus en co- financement de la part 2 - Action 9 INSTITUTION)	Accompagnement budgétaire 6 Subventions PCB reçues sur l'année N pour une conso en N+1 = reçues 2023 conso sur 2024, reçues 2024 conso sur 2025,	101 124,00	101 124,00	101 124,00	101 124,00
PCB EXPERIM.	Subv.reçue 67416 € sur 06/2024, utilisation sur 2025	59 738,21	67 416,00	59 738,21	67 416,00
ISTF	Création d'un ETP ATF (ancien nom de l'action) à venir et/ou charges pour manifestations et actions ATF (ISTF). - dont : Constitution en 2009 : subvention de 50 000 € le solde étant de 26 336,65 €. le motif de ce fond étant le financement d'une charge salariale ATF (ISTF). Utilisation 2024 : colloque ISTF 19 novembre 2024	26 981,42		977,03	26 004,39
AVP 3 dispositifs	Report utilisation 2024 : CANTELEU/MSA/EU	22 147,40		828,03	21 319,37
TOTAL		215 970,87	202 138,34	167 622,14	250 487,07

B/6 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

TABEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

CREANCES	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Echéances	Echéances
		A moins 1 an	A plus 1 an
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>			
Créances rattachées à des participations	4 277,50		4 277,50
Autres titres immobilisés			
Prêts (1)			
Autres	5 356,87		5 356,87
<u>Créances de l'actif circulant :</u>			
Avances et acomptes versés sur commandes	6 678,51	6 678,51	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	338 992,20	338 992,20	
Autres créances	333 344,60	333 344,60	
Charges constatées d'avance	43 256,97	43 256,97	
TOTAL	731 906,65	722 272,28	9 634,37
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances	Echéances	
		A moins 1 an	A plus 1 an	A plus 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont (2) :				
✓ à 2 ans au maximum à l'origine				
✓ à plus de 2 ans à l'origine	333 343,53	65 514,72	267 828,81	
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes reçues sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	216 141,76	216 141,76		
Dettes sociales et fiscales	1 219 365,12	1 219 365,12		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	76 952,40	76 952,40		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 845 802,81	1 577 974,00	267 828,81	
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice.....				
(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice...	61 113,49			
(2) Intérêts des emprunts restant à rembourser...	22 308,44	7 850,43	14 458,01	

B/7 – ENGAGEMENTS ET SURETES REELLES CONSENTIS

- cautions, avals et garanties donnés : NEANT
- sûretés réelles consenties hypothèque : NEANT
- garantie accordé à la BRED sur l'octroi du prêt immobilier : privilège du prêteur de deniers en 1^{er} rang sur le bien sis à 76130 Mont Saint Aignan. Le montant du capital restant dû au 31/12/2024 est de 330 550,28 €.
- engagements en matière de pensions et retraites : voir le paragraphe B/5 page 14.

B/8 – INFORMATIONS CONTRACTUELLES SALARIALES

CONTRAT	NATURE	NOMBRE en ETP au 31/12/2024
CDI (contrat à durée indéterminée)		141,186
CDD (contrat à durée déterminée)		17,80
CDD – contrat d'apprentissage	Contrat aidé	0,00
CUI CAE (dont 2 en CUI CDI) (contrat unique d'insertion-contrat d'accompagnement dans l'emploi)	Contrat aidé	2,00
TOTAUX		160,986

ETP = équivalent temps plein au 31/12

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 199 575,00 Euros.
Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes :

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	199 575,00	0,00

B/9 – PRODUITS A RECEVOIR ET CHARGES A PAYER SUR L'EXERCICE

✓ Produits à recevoir

Voir tableau ci-dessous si nature et montants exceptionnels ou importants.

COMPTES	NATURE	MONTANT	particularités	SERVICE
41031100	subvention	36 354,00	CONS.DEPARTE 2024	ASLL
41031300	subvention	80 870,00	CONS.DEPARTE 2024	MASP
41031405	subvention	8 850,60	CONS.DEPARTE 2024	AVP
41159008	subvention	23 235,04	CAF de Seine Maritime	MF
41821009	Subvention et Facture à établir 2024	3 300,00	Micro crédit CDC	MC
41821009	Subvention et Facture à établir 2024	9 850,00	Micro crédit CDC	MC
44870000	Subvention SEGUR 2024 (*)	267 019,92	ETAT	MJPM
44870000	Subvention SEGUR 2024 (*)	25 800,84	CAF/MSA	MJAGBF
TOTAUX		455 280,40		

(*) La subvention, non versée à ce jour, correspondant au « SEGUR pour tous » 2024 a fait l'objet d'un produit à recevoir suite à la recommandation de nos financeurs pour les MJAGBF et MJPM.

✓ Charges à payer

COMPTES	NATURE	MONTANT	particularités	SERVICE
16884000	Intérêts courus	620,70	Emprunt	Institution
40810000	Factures non parvenues	60 531,62	Divers fournisseurs	Tous
42820000	Dette prov CP à payer	530 829,41	Dette salariale au 31/12	Tous
42860000	Personnel ch. à payer		Dette salariale au 31/12	Tous/MJPM
42864000	Personnel FDD à payer	4 659,14	Dette salariale au 31/12	Tous
43820000	Charges .s/CP à payer	284 499,74	Dette salariale au 31/12	Tous
46861001	CAP : 10% asso part 1	20 897,35	Diverses associations	Institution
TOTAUX		902 037,96		

B/10 – PRODUITS D'EXPLOITATION : REPRISES SUR PROVISIONS, SUR AMORTISSEMENTS ET TRANSFERTS DE CHARGES

La méthode des transferts de charges n'est plus prévue par le plan comptable général.

1) Produits d'exploitation : Reprises sur provisions et transferts de charges

NATURE	MONTANT EXERCICE N	COMMENTAIRE
7815 – Reprise de provision :		
Reprise de la provision retraite	23 000,01	Tous services
Reprise de la provision pour litiges	64 620,16	Sur MJPM
Reprise provision pour dépréciation de créances	11 361,40	Sur AVP.
TOTAL	98 981,57	

Voir le tableau des provisions et commentaires pour les 87 620,17 € en paragraphe B/5 page 10 et 15.

B/11 – PRODUITS ET CHARGES : UTILISATION ET REPORTS DES FONDS DEDIES

1) Produits d'exploitation : Utilisation des fonds dédiés

NATURE : REPRISE FONDS DEDIES	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Action : laïcité (sur 2024 report 2023)	INSTITUTION	1 614,51
Report des ressources non utilisées exercices antérieurs (co-financement Institution Part 2) Action « Accompagnement budgétaire»	PCB (co-financement COG Part 2)	3 340,36
Accompagnement budgétaire 6 Subventions PCB reçues sur 2023, dont l'activité est sur 2024. (Inscrit en co-financement de l'action 9 « Accompagnement budgétaire » inclus dans la part 2 – INSTITUTION : COG financement UNAF/ETAT)	PCB	101 124,00
Report des ressources non utilisées exercices antérieurs Utilisation 2024 : Colloque ISTF le 19/11/2024	ISTF	977,03
Report des ressources non utilisées exercices antérieurs Report 2022 pour une utilisation sur 2024 : AVP 3 dispositifs	AVP 3 dispositifs	828,03
PCB EXPERIM.	PCB EXPERIM.	59 738,21
TOTAUX		167 622,14

Voir le tableau des fonds dédiés colonne « diminutions » en paragraphe B/5 page 16.

2) Charges d'exploitation : Reports en fonds dédiés

NATURE : DOTATION FONDS DEDIES	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Action : laïcité (sur 2024 report 2025)	INSTITUTION	872,00
Part 2 COG : Action 9 – « Accompagnement budgétaire » (partie non consommée 2024 de la part 2, COG financement UNAF/ETAT)	INSTITUTION Part 2	
Accompagnement budgétaire (Inscrit en co-financement de l'action 9 « Accompagnement budgétaire » inclus dans la part 2 – INSTITUTION : COG financement UNAF/ETAT)	PCB (co-financement COG Part 2)	101 124,00
Subvention reçue 67416 € sur 12/2024, utilisation de 11,27 mois sur 2025	PCB EXPERIM.	67 416,00
Utilisation 2024 : Amortiss. film pédagogique ISTF et informationnel TOPOVIDEO, et publications guides PJM	ISTF	
PARENTALITE COG 2024 726.34 + SUBV CPAM 2024	PARENTALITE	32 726,34
Report 2024 pour une utilisation ultérieure : CANTELEU / MSA / EU	AVP 3 dispositifs	
TOTAUX		202 138,34

Voir le tableau des fonds dédiés colonne « augmentations » en paragraphe B/5 page 16.

B/12 – PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS ET SUR EXERCICES
ANTERIEURS

✓ Charges exceptionnelles

1) Charges exceptionnelles sur opération de gestion

NATURE	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Amendes et Frais de recouvrement	Tous	144,71
TOTAUX		144,71

✓ Produits exceptionnels

1) Produits exceptionnels sur opérations de gestion

NATURE	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
NEANT sur l'exercice		0,00
TOTAUX		0,00

2) Produits exceptionnels Reprise sur provisions, dépréciations et transfert de charges exceptionnels

La méthode des transferts de charges n'est plus prévue par le plan comptable général.

NATURE	SERVICE	MONTANT EXERCICE N
Reprise provision pour renouvellement des immobilisations	Institution	14 580,12
TOTAUX		14 580,12

Voir le tableau des provisions et commentaires pour les 14 580,12 € en paragraphe B/5 page 10 à 12.

B/13 – VENTILATIONS DES PRODUITS D'EXPLOITATION PAR ACTIVITES

TABLEAU DE VENTILATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION PAR ACTIVITES

NATURE	Financier	MJAGBF	MJPM	INSTITUTION	ASLL AVDL ACTION LOGT	ISTF	PRP	MC Mobilité	MF	MASP	PCB + PCB Exper	AVP 3 disposi tifs
tarification DGF prélèvements majeurs	Usagers		1 056 861									
Vente de prestations de services, biens, autres	Tiers/usagers	160	709	23 809	27 030	660			3 914	13		
Produit de tarification DGF	Caf, MSA, et assimilé	879 045										
Produit de tarification DGF	DDETS état et Conseil Départemental		6 232 587									
Subvention fonds spécial	UNAF			258 423	.				3			83
Subvention et participations diverses	Dgcrf			369								
Subvention et participations	Caf, MSA, et CNSA et assimilé			7 818					125 317			
Subvention et participations	Conseil Départemental			6 100	181 770					269 568		111 345
Subvention et participations	DDETS/ars/caf Directe			7 569		48693					168 540	
Subvention et participations	Tribunaux/ justice						2670		19 000			
Subvention et participations	Banque							3 300				
Subvention et participations	Etat : Contrats aidés											
Subvention et participations	FSE Fond social Européen											
Subvention et participations	Communauté de commune, communes, inter-com					1 200						
Subvention et participations	Subventions diverses			40 000								
Autres produits divers	Tiers/usagers	4 098	20 313	1 057	17	24			55	224		
Autres produits cotisations	Adhérents UDAF			1 447								
Reprise de provision d'exploitation		2 116	85 504		78			4		147		
Reprise de fonds dédiés				4 955		977					160 963	12 239
TOTAL	9 770 774	885 419	7 395 974	351 547	208 895	51 554	2 670	3 304	148 289	269 952	329 503	123 667

Tableau arrondi à l'euro.

C - Autres informations :

C/1- PATRIMOINE DES MAJEURS PROTEGES

Ces sommes sont mentionnées dans l'annexe conformément aux indications du guide comptable des UDAF.

Les valeurs des fonds gérés hors bilan sont :

- des comptes individuels pour le compte des familles et des majeurs protégés s'élevant à 22 369 349,28 €
- des placements de fonds pour le compte des familles et des majeurs protégés s'élevant à 101 598 789 €.

Ces sommes sont mentionnées à titre d'information, et résultent des documents en notre possession à la date d'établissement des comptes annuels. Elles sont susceptibles de varier légèrement du fait de la transmission tardive de certains documents.

C/2- EVENEMENT SUR L'EXERCICE

1) La continuité de l'exploitation.

Aucun événement ne remet en cause la continuité de l'exploitation sur l'exercice 2024.

C/3- EVENEMENTS POST CLOTURE

- Le 2^{ème} litige salarial évoqué au paragraphe B/5 page 13, alinéa « Provisions pour litiges » pour un total provisionné au 31/12/2024 de 10 129,33, a fait l'objet d'une audience de conciliation le 15/05/2025. Celle-ci a donné lieu à un accord devant le bureau de conciliation mettant un terme au litige entre l'UDAF 76 et le demandeur, moyennant le versement d'une somme de 7 500,00 € actée le 20/05/2025. Somme véritablement connu après l'arrêté des comptes.
- Un 3^{ème} litige : Nous avons pris connaissance après l'arrêté des comptes 2024 d'une saisine du conseil des prud'hommes le 14/05/2025 d'un nos de salarié, suite à son licenciement pour inaptitude professionnelle sur janvier 2025.

L'UDAF 76 conteste ce litige et ces motifs devant la juridiction compétente.

Ce 3^{ème} litige fait également l'objet par le même salarié d'une saisine du tribunal judiciaire aux fins de reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur, pour manquement à son obligation de sécurité.

L'UDAF 76 conteste ce litige et ces motifs devant la juridiction compétente.